

Communiqué intersyndical

Des mesures d'urgences indispensables pour l'Enseignement Supérieur et la recherche

Aujourd'hui, l'enseignement supérieur et la recherche sont dans une situation désastreuse. Si la ministre de l'Enseignement supérieur et la Recherche vient de confirmer une nouvelle loi cadre au début 2013, rien n'a été encore annoncé ni négocié concernant de nécessaires mesures d'urgence, à l'exception de l'abrogation de la circulaire GUEANT visant les étudiants étrangers.

Les organisations soussignées estiment qu'une rupture avec la politique des gouvernements précédents est nécessaire. En particulier, il est urgent de dénoncer les signatures qui engagent l'avenir :

- celles des conventions Etat-IdeX qui imposent une orientation de la recherche et de l'enseignement et engagent des restructurations destructrices de la collégialité et de la vie démocratique des établissements,
- celles des conventions SATT (Société d'accélération de transfert technologique) qui, en privatisant l'ensemble des contrats de recherche, placeraient les précaires des établissements sous des statuts de droit privé,

Il faut imposer un retour de l'évaluation des unités de recherche dans les instances scientifiques des organismes.

Sans attendre la loi de finance 2013, il faut tenir un collectif budgétaire 2012, qui permettrait de financer par transfert des crédits de l'ANR et du CIR les mesures urgentes de résorption de la précarité des personnels et de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche :

- le dégel des emplois de toutes catégories gelés dans les universités et les organismes de recherche par l'insuffisance des dotations,
- le maintien dans l'emploi des personnels précaires répondant à des besoins permanents, quels que soient le type de support budgétaire ou/et la multiplicité des employeurs officiels,
- des créations d'emplois de toutes catégories dès cette année, avec des dispositifs de titularisation dans tous les corps
- des moyens (personnels, crédits) pour assurer un meilleur encadrement des étudiants et de meilleures conditions d'études à la rentrée dans les universités, ainsi que pour la vie des laboratoires

Nous demandons la concrétisation immédiate de mesures de revalorisation pour les techniciens et Assistants Ingénieurs des organismes, pour les personnels des bibliothèques.

Enfin, il faut aussi améliorer les conditions de vie étudiante (augmentation en nombre et revalorisation de 65% des bourses, augmentation de 25% des aides au logement, gel des frais d'inscription et de sécurité sociale, ...).

La réponse à ces mesures d'urgence est nécessaire pour rétablir un minimum de confiance de la communauté scientifique et universitaire, préalable à l'organisation de tout débat national.

Signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNEP, SNASUB) – SNTRS CGT – UNSA (Sup'Recherche – SNPTES) – Sud Recherche EPST – CFTC INRA – UNEF - SLR - SLU